Agnès Fine, Françoise-Romaine Ouellette, (eds), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*

Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « Les Anthropologiques », 2005, 252 p.

Baptiste Coulmont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/19213>

DOI : 10.4000/assr.19213

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 163-274

ISBN : 978-2-7132-2192-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Baptiste Coulmont, « Agnès Fine, Françoise-Romaine Ouellette, (eds), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 144 | octobre-décembre 2008, document 144-28, mis en ligne le 04 février 2009, consulté le 21 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/assr/19213> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.19213>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Agnès Fine, Françoise-Romaine Ouellette, (eds), *Le Nom dans les sociétés occidentales contemporaines*

Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « Les Anthropologiques », 2005, 252 p.

Baptiste Coulmont

- 1 L'ouvrage collectif est issu de la collaboration franco-qubécoise d'anthropologues. Les réflexions anthropologiques sur le nom et la nomination sont désormais anciennes : après l'impulsion donnée par Claude Lévi-Strauss dans *La pensée sauvage* (1962) et les travaux de Françoise Zonabend, Agnès Fine, Martine Segalen ou Bernard Vernier à la fin des années soixante-dix, le terrain est bien balisé. Le nom, le prénom et le patronyme, les surnoms et les sobriquets objectivent la parenté.
- 2 Ce qui fait l'originalité de l'ouvrage réside donc dans un déplacement de problématique : dans la tentative de prendre le nom comme point d'entrée d'une anthropologie historique de l'État. Ce projet se met en place dans l'étude du droit et de ses modifications récentes (nom de famille choisi, libéralisation du choix du prénom), dans l'examen des rapports des citoyens au national (prénoms dans les unions mixtes, patronymes « nationaux »), dans l'analyse des usages d'institutions étatiques ou para-étatiques (celles qui nomment, comme les orphelinats, celles qui enregistrent, comme l'état-civil).
- 3 Seul deux articles se penchent directement sur la religion : Rose Dufour étudie les prénoms donnés aux « enfants de Duplessis » (des garçons « sans parents sur le plan juridique [qui] appartenaient à l'État »), placés dans des orphelinats catholiques au Québec jusqu'au début des années soixante. R. Dufour conclut que « sur ces enfants illégitimes s'est jouée la victoire du pouvoir religieux sur le pouvoir populaire (...). Cette lutte de pouvoir se faisait autour de la transmission du nom des saints », transmission que le peuple, rapidement, abandonnait.
- 4 Jean-Pierre Albert, de son côté, aborde historiquement la « dérégulation » de la transmission des prénoms et ses « enjeux religieux ». Le « nom de baptême » inscrivait

l'enfant dans « un double réseau classificatoire : celui de la parenté baptismale (les parrains et marraines transmettant souvent leur prénom), celui des séries paradigmatiques correspondant aux noms des saints ». Le « prénom » au contraire, création civile, est soumis au seul choix des parents. Mais « la transmission des prénoms est porteuse d'un enjeu religieux dans la mesure où elle exprime un "se vouloir famille" qui a lui-même une signification religieuse » (pp. 132-133), dans la mesure où il exprime la construction d'une lignée symbolique.

- 5 Au total, cet ouvrage marque d'une nouvelle borne bibliographique l'anthropologie de la nomination.